

CIBLE

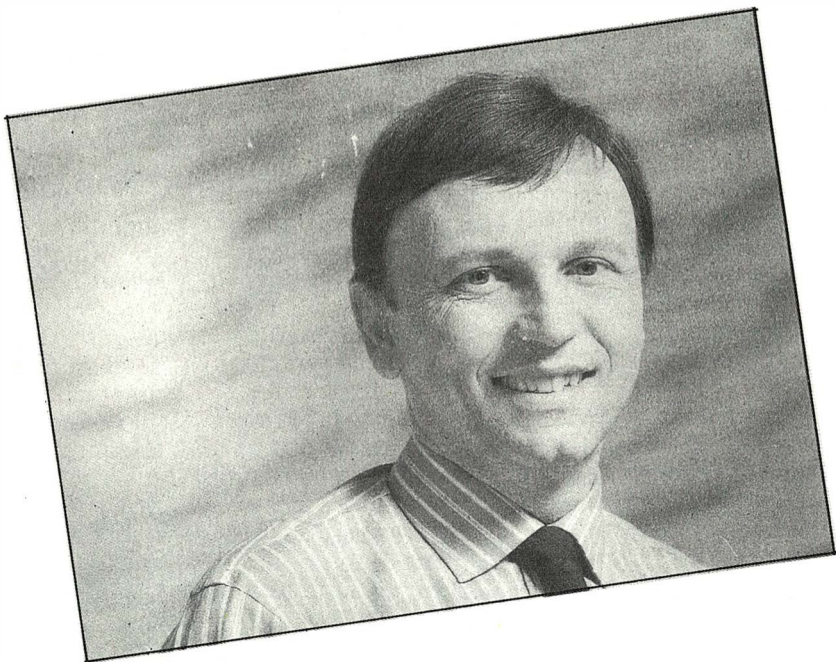
Récup

Le Parti socialiste est un parti ouvert à l'idée d'ouverture. Mais la pratique laisse encore à désirer. On s'en était aperçu aux dernières élections législatives, puis au moment de la constitution des listes pour les municipales où l'on vérifia que l'esprit de rassemblement n'interdisait pas l'exclusion de personnalités extérieures au parti dominant - ministres compris.

Le même scénario se reproduit pour les élections européennes. Certes, le Parti socialiste a magnanimement accordé cinq places éligibles à des candidats extérieurs à lui. Il eût été logique que ces cinq sièges reviennent à des représentants de toutes les familles politiques qui entrent dans la composition de la majorité présidentielle. Nous sommes à cet égard fort loin du compte, et il faut regretter que, quant à plusieurs des personnalités choisies, le souci d'ouverture ait laissé la place à une médiocre technique de récupération. Les socialistes ne devront pas s'étonner si nombre d'électeurs leur font défaut le 18 juin.

Verts

Ambiguïté des écologistes



Rénovateurs

**L'occasion
perdue ?**

(page 3)

Institutions

**Oedipe à
Matignon**

(page 6 - 7)

M 2242 - 514 - 12,00 F



Anniversaires

Liesse au Luxembourg

Le Traité de Londres du 19 avril 1839 est considéré à juste titre comme la pierre angulaire de l'indépendance du Luxembourg. Signé après huit années d'attribution du roi des Pays-Bas Guillaume Ier, ce traité stipulait que la partie wallonne du pays (4320 km² et 160.000 habitants) ferait définitivement partie de la Belgique alors que la partie germanophone (2586 km² et 170.000 habitants) était déclarée indépendante sous la couronne du roi des Pays-Bas. Ce troisième partage du Grand-Duché était la réponse des grandes puissances à la Révolution belge de 1830.

En effet, cette révolution sema le trouble dans les provinces francophones de Luxembourg et rendit caduques les dispositions de l'article 67 de l'Acte final du Congrès de Vienne (1815), lesquelles faisaient du Luxembourg (province belge y compris) un Grand-Duché donné à titre personnel au roi des Pays-Bas. Ce dernier ne tint jamais compte de l'autonomie et de la personnalité politique du Grand-Duché; il avait tout simplement réuni le Luxembourg au royaume des Pays-Bas dont il formait la dix-huitième province.

1839 reste une étape capitale

Tandis que la France républicaine commémore le bicentenaire de la Révolution de 1789, le Grand-Duché de Luxembourg préfère d'autres anniversaires qui ont valeur de symbole pour ce petit Etat, au cœur de l'Europe: centcinquantenaire de son indépendance, jubilé de règne de son souverain et 70ème anniversaire du plébiscite monarchique de 1919...

d'abord parce que le Luxembourg trouvait enfin son homogénéité ethnique et linguistique, ensuite parce que le roi-grand-duc acceptait de reconnaître au Grand-Duché son identité propre.

1839 allait prendre une signification toute particulière cent ans plus tard car les festivités du centenaire permirent aux Luxembourgeois de retrouver l'unité et la solidarité nationales face à une nouvelle menace extérieure. Ce centenaire, affirmation éclatante de l'indépendance luxembourgeoise fut un véritable défi à l'expansionnisme nazi. Ce même sur-saut de conscience nationale s'était déjà exprimé vingt ans plus tôt lorsque les Alliés avaient contraint la grande-duchesse Adélaïde à abdiquer. La division minait le pays mais, face aux appétits français et belges, les Luxembourgeois plébiscitèrent leur nouvelle grande-duchesse, Charlotte, lors

du référendum du 28 septembre 1919. Près de 80% des Luxembourgeois donnèrent à la grande-duchesse la consécration du suffrage populaire.

Face aux périls menaçant son indépendance, le Luxembourg serrait les rangs autour de la dynastie des Nassau-Weilbourg (dont on fêtera en 1990 le centenaire à la tête du pays), d'origine allemande, mais qui gagna peu à peu ses brevets de patriotisme.

Pendant la dernière guerre mondiale, le prince Jean, son fils, s'était battu avec les armées alliées. Aux côtés de son père, le prince Félix de Bourbon-Parme, il entra au Luxembourg le 10 septembre 1944 avec les troupes américaines de Libération. Le 12 novembre prochain, il y aura 25 ans que le grand-duc Jean incarne les valeurs de stabilité politique, de continuité, et d'indépendance nationale, dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle.

Mir welle bleiven wat mir sin, nous voulons rester ce que nous sommes, énonce la devise luxembourgeoise. Aujourd'hui, ce souci d'indépendance nationale reste vif au Grand-Duché, pionnier de la construction européenne. Le pays s'interroge sur l'étendue des sacrifices à consentir dans la perspective du grand marché de 1993. Lui faudra-t-il renoncer à sa spécificité en matière fiscale ? Des questions nationales qui n'entament pas le credo européen des dirigeants luxembourgeois, «façonné par de longs siècles d'histoire, et entouré de pays voisins beaucoup plus grands que lui, le Grand-Duché a dû reconnaître très tôt combien un petit pays dépend de son environnement géographique et naturel. Nous avons vécu l'Europe des nationalismes et des guerres, de même que celle du protectionnisme et de la régression économique. Nous sommes convaincus que la création des Communautés Européennes est la plus grande œuvre de paix et de coopération entreprise par des pays européens depuis le Congrès de Vienne», affirmait récemment le grand-duc Jean.

Frédéric DELPECH

royaliste

SOMMAIRE: p.2: Liesse au Luxembourg - p.3: L'occasion perdue - Navets sans frontières - p.4: Rocard et sa méthode - Le budget - p.5: La France prise par la corne - p.6/7: Oedipe à Matignon - p.8: La nostalgie de l'impuissance - La cour en France - p.9: Jorge Valls - p.10: Avenir d'une fidélité - Un loupé de Senghor - p.11: Action royaliste - p.12: Questions sur l'écologisme.

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(t) 42.97.42.57
Dir. de la publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (65 F), six mois (125 F), un an (200 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Rénovateurs

L'occasion perdue ?

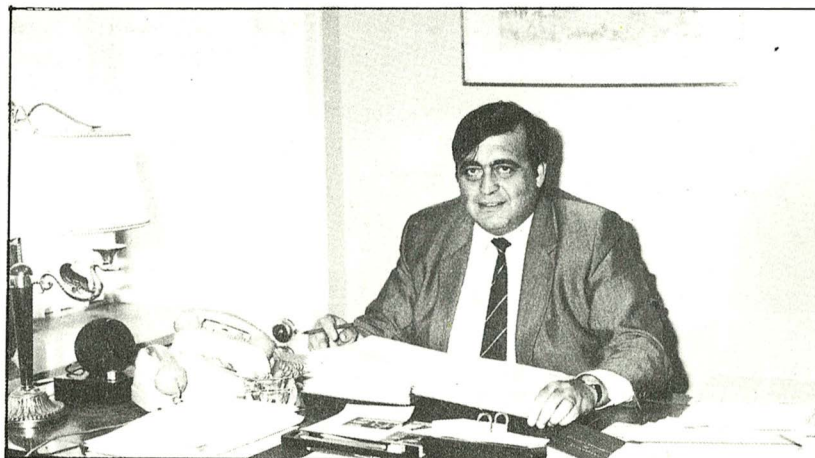
Les cadets de la droite ont sonné une brillante charge contre leurs quartiers généraux. Ce souffle nouveau ne sera-t-il qu'un courant d'air ?

Ils ont tout pour réussir: la jeunesse (on l'a assez dit), la popularité, des situations politiques solidement établies et, pour certains, des convictions qui donnent du poids à ce qu'ils disent. Face à eux, des chefs incapables de surmonter leurs défaites, des appareils partisans vieillissants, un vide de la pensée et une absence de projets que nous avons trop souvent déplorés pour ne pas souhaiter une rapide et franche victoire des réformateurs.

Quelques jours ont suffi pour doucher les enthousiasmes ou, du moins, réduire l'attrait qu'avait su provoquer le courant rénovateur, à tel point qu'on peut aujourd'hui douter de la possibilité d'un succès. En politique comme en stratégie militaire, il est toujours absurde d'arrêter une offensive prometteuse. Celle des rénovateurs l'était. Les caciques de la droite étaient désorientés, les appareils bousculés, les ralliements nombreux, l'opinion favorable, et la perspective que représentait la constitution d'une liste d'un type nouveau pour les européennes était évidemment mobilisatrice.

Avec Simone Veil en renfort, avec le concours de centristes qui aspirent depuis un an à l'autonomie, Michel Noir, Alain Carignon, Dominique Baudis et leurs compères avaient entre leurs mains des atouts considérables. Certes, l'électorat de droite n'adhérerait pas encore à une telle liste. Mais deux mois de campagne électorale auraient permis aux rénovateurs de faire leurs preuves, d'organiser les sympathies et de créer, au soir du 18 juin, une situation totalement nouvelle. Certes, comme

dans toute scission, il fallait demander le retrait volontaire des dirigeants récusés, s'expliquer devant les appareils, plaider la cause de l'unité puis arguer de la mauvaise volonté des conservateurs pour ouvrir une autre route. Comme toute aventure, celle-ci comportait évidemment des dangers. Mais, à refuser de la tenter, les ré-



novateurs prennent le risque beaucoup plus grave de détruire l'essentiel de leur projet.

Telle est bien la triste éventualité, depuis que les cadets de la droite ont renoncé à présenter une liste, en jurant qu'ils ne se trouveraient sur aucune des deux qui doivent être constituées. Fort de cette première victoire, Valéry Giscard d'Estaing a tout son temps pour récupérer les contestataires, et Jacques Chirac ne chômera certainement pas pour reconquérir toute son autorité. Contre les rénovateurs, il y aura de belles promesses, le goût de la sécurité, et la force intrinsèque de tout appareil que les caciques jureront vouloir rénover. En choisissant la lutte interne dans leurs organisations respectives, les contestataires vont s'user, et s'exposent à se

retrouver isolés lorsque viendra le moment de la grande explication.

Après avoir perdu l'initiative, le courant rénovateur risque en outre de se diviser. L'action offensive a cet autre avantage qu'elle masque les différences de tempérament et les divergences de fond. Maintenant qu'elle s'enlise, les rénovateurs vont s'apercevoir, beaucoup plus tôt que prévu, de ce qui les distingue ou les sépare. Le gaulliste Alain Carignon et le démocrate-

chrétien Dominique Baudis ont-ils vraiment les mêmes fidélités et le même projet ? Le souci éthique de Michel Noir est-il pleinement compatible avec le cynisme de Philippe Seguin qui, quant à lui, confond le mouvement de rénovation des partis politiques et la conquête, par ses propres soins, de l'appareil du RPR ? Faut-il vraiment tenir pour négligeables les ambitions présidentielles de certains ? Evidentes chez Philippe Seguin, elles peuvent naître ou sont déjà nées chez quelques autres, ce qui placera à terme les rénovateurs en situation de rivalité. Comme toujours, c'est la logique de l'élection présidentielle qui détermine les conduites personnelles et commande aux évolutions des partis.

Sylvie FERNOY

NAVETS SANS FRONTIERES

Le jeudi 13 avril, on pouvait voir défiler, côte à côte, dans les rues de Luxembourg, des acteurs de sensibilités aussi différentes que Jean-Paul Belmondo et Gérard Depardieu. Ni Wim Wenders (cinéaste allemand), ni Ettore Scola (réalisateur italien) qui se trouvaient là aussi, n'auraient jamais imaginé pouvoir rassembler sur un même plateau ces étoiles concurrentes du cinéma français.

C'est que l'enjeu était d'importance. Il s'agissait pour les professionnels du 7ème art de défendre l'indépendance culturelle de l'Europe, contre la directive prise par Bruxelles concernant la « Télévision sans frontières ».

Leur objectif: obtenir que soit introduit dans le texte de la directive un quota fixant à 60% minimum le taux d'émissions d'origine européenne. A terme, l'absence d'un tel quota, risque de conduire à l'élimination pure et simple des industries de programmes européennes, notamment française et espagnole, mal armées pour résister à la concurrence des compagnies et télévisions américaines et japonaises.

L'Europe des télévisions commence mal. Certes l'établissement de quotas ne doit pas être considéré comme une fin en soi, mais comme un délai supplémentaire accordé aux producteurs européens de programmes pour se restructurer.

Encore faut-il que les télévisions européennes aient l'envie de proposer des programmes se distinguant des programmes américains et japonais.

Dans le domaine culturel, plus que dans d'autres, l'Europe doit avoir sa spécificité, sinon elle n'a aucune raison d'être.

Nicolas PALUMBO

Mystère

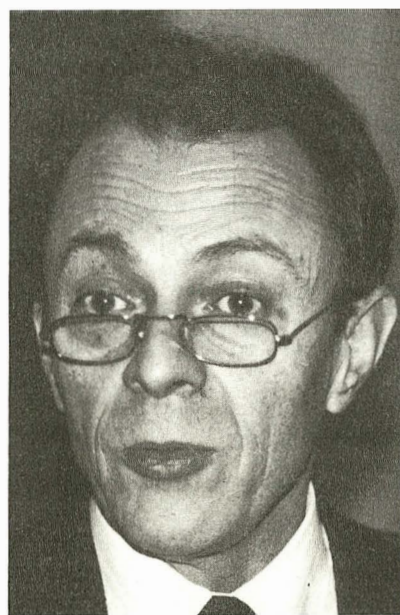
Rocard et sa méthode

Michel Rocard bénéficie de sondages favorables, et pourtant sa méthode de gestion provoque mécontentements et révoltes. Jusqu'à quand ce paradoxe ?

Le Premier ministre est toujours populaire, et le militant socialiste l'a toujours été. Quoi qu'il dise, quoi qu'il fasse, Michel Rocard évoque la lucidité, la rigueur, la modernité, l'efficacité. A peine commises, ses bourdes politiques et ses fautes stratégiques sont oubliées. C'est que Michel Rocard force la sympathie, par son inaltérable bonne volonté, par sa franchise, par son honnêteté.

Pourtant, le bilan de la politique rocardienne ne correspond pas à ses promesses de réformes éclairées, de dialogue social et de gestion efficace. Certes, il y a eu le succès inespéré obtenu par le Premier ministre en Nouvelle Calédonie, que l'histoire portera à son crédit. Mais, depuis l'automne, que d'erreurs, d'échecs et de retards sanctionnés par les vagues de mécontentement et de révolte qui secouent, les unes après les autres, les divers secteurs de la fameuse « société civile ». Grève des infirmières, grève dans le métro, malaise des enseignants, et cette interminable grève qui paralyse la Corse. Méconnaissance des dossiers, incompréhension des situations les plus claires, provocations, formules méprisantes n'ont fait qu'aggraver des situations assurément complexes.

Aidé par une conjoncture économique favorable, stimulé par des élections municipales qu'il croit triomphales pour lui-même, le Premier ministre paraît plus fort qu'au premier jour. Il ferait bien de prendre garde. Plus que sa fameuse méthode, dont on mesure à chaque conflit l'inefficacité, c'est la chance qui l'a jusqu'à



présent servi. La chance du Premier ministre, c'est que les mouvements sociaux se sont jusqu'à présent succédés au lieu de se conjuguer. Il lui est donc possible de s'appuyer sur les victimes des conflits et sur ceux qui ne sont pas concernés contre les grévistes (les parents d'élèves contre les enseignants, le continent contre la Corse...) en se donnant le beau rôle de l'homme soucieux de l'ordre et des deniers publics.

Miser sur l'isolement et sur la lassitude n'est pas une politique. L'autorité de l'Etat paraît sauvegardée, mais cette gestion des conflits permet seulement d'obtenir des sursis. Il est vrai qu'on peut vivre longtemps ainsi. Mais, du moins, qu'on ne parle plus d'un « socialisme du quotidien »: si un Premier ministre de droite agissait ainsi, Michel Rocard l'aurait depuis longtemps dénoncé comme réactionnaire...

Annette DELRANC

Prévision

Vers un budget mi-figue, mi-raisin

Où l'on repart de l'utilité du déficit budgétaire.

Autant qu'on puisse en juger à travers le projet présenté, mi-avril, par Michel Rocard, à l'ensemble des ministres de son gouvernement, le budget de 1990 tournera autour de deux grands axes: priorité à l'enseignement et à la recherche, réduction du déficit budgétaire.

Pour ce qui concerne le premier axe, Michel Rocard respecte les engagements pris par le candidat Mitterrand dans sa « lettre à tous les Français ». En effet, ce dernier soulignait dans le paragraphe consacré à l'économie, qu'il était nécessaire de « former les hommes et (de) privilégier la recherche (pour), grâce à ces deux apports, moderniser l'appareil industriel ».

Concrètement cela se traduit par une enveloppe budgétaire de plus de 20 milliards de francs pour l'Education nationale. Le ministère de la Recherche se voyant, quant à lui, gratifié d'une augmentation de l'ordre de 3 milliards par rapport à 1989.

Si cette première orientation peut être accueillie avec satisfaction, on ne peut en dire autant de la seconde. Car la réduction du déficit budgétaire, qui passera de 100 milliards en 1989 à 90 milliards en 1990 - pourtant nécessaire au regard de la logique libérale selon laquelle le déficit budgétaire doit, obligatoirement, être financé par l'emprunt - risque, cependant, d'avoir deux types de conséquences fâcheuses. La solidarité et la défense sont les frais de l'austérité budgétaire. Dans cette perspective, le gouvernement paraît considérer qu'il a résolu le problème de la pauvreté grâce au concours du seul R.M.I., alors que cette mesure ne peut être que l'amorce d'une politique de

grande ampleur, sous peine de voir s'accroître les disparités et naître, comme en Grande-Bretagne, une société duale où les riches deviendraient de plus en plus riches et les pauvres, de plus en plus pauvres.

Autre conséquence, la loi de programmation militaire devra être révisée, au grand dam de Jean-Pierre Chevènement et contrairement à ce qui avait été déclaré, dans un premier temps. Par ailleurs, la réduction du déficit budgétaire va à l'encontre des objectifs de rénovation du secteur public que s'est fixés Michel Rocard, à la fin de l'année dernière. En effet, deux possibilités s'offrent à lui pour remédier aux carences, essentiellement pécuniaires, du secteur public: laisser les entreprises publiques s'endetter sur le marché financier, pour leur permettre de trouver des fonds propres; ou user de l'instrument de politique économique que constitue le déficit budgétaire. Contrairement à l'idée en vogue, actuellement, dans les milieux politiques et économiques, la seconde solution est plus à même de répondre au problème, car elle permet, à condition que le déficit soit financé par une création de monnaie (endettement de l'Etat vis-à-vis de lui-même), d'éviter aux entreprises publiques de verser des intérêts au secteur bancaire et de s'endetter davantage.

Patrice LE ROUE

Et notre budget à nous ?

(page 11)

Djibouti

La France prise par la Corne

La France est engagée en Afrique, qu'elle le veuille ou non parce que les enjeux à venir la concernent au premier chef. Ses deux principaux points d'appui sont les plus menacés: la Côte d'Ivoire à l'Ouest (voir mon article précédent), à l'Est Djibouti. Notre Gibraltar - sans le rocher - de l'Afrique orientale est tout à la fois une base arrière pour le contrôle du Golfe comme l'a montré l'opération de l'an dernier autour du détroit d'Ormuz, la porte de l'Océan indien où notre pavillon se montre de Bombay à Mombasa et de Djibouti à la Réunion, au milieu de nouveaux pouvoirs, l'Inde et l'Afrique du sud, et la seule fenêtre sur l'extérieur de la Corne de l'Afrique.

Après le retrait d'Afghanistan et d'Angola, l'Ethiopie demeure la dernière zone de présence directe des forces de l'Est: environ dix mille hommes, soviétiques, cubains et autres allemands de l'Est, outre les cinq mille installés de l'autre côté du détroit de Babel-Mandeb, à Aden. Or le bilan est rien moins que glorieux. Une sortie honorable et en douceur passerait par le remplacement de Mengistu.

Mais le Négus rouge a déjà échappé à une première alerte dans la foulée des événements qui ont déchiré les dirigeants communistes à Aden en 1986. C'est qu'il s'appuie non sur un parti mais est issu du pouvoir militaire et personifie surtout le puissant nationalisme amhara. Il a résisté à la famine, à la défaite autant qu'à ses alliés. Il a encore pour lui de ne subir aucune pression à ses frontières, de pays plus exsangue que lui, le Soudan et la Somalie où il peut même se payer le luxe de soutenir des mouvements d'opposition armés, au sud-Soudan ou au nord-Somalie, pays à la dé-

Notre présence - coûteuse mais utile - à Djibouti nous engage à nous intéresser au sort d'une région où les guerres intestines s'éternisent.



■ Malgré la famine, Mengistu, le « négus rouge » semble solidement installé.

rive, fin de règne à Mogadiscio, opportunisme paralysant à Khartoum où l'armée soudanaise elle-même impose au premier ministre Sadek-el-Mahdi la voie des négociations avec les « sudistes » de John Garang qui viennent de s'emparer coup sur coup des villes-garnison de la province de l'Equateur.

Il reste que Makalle est tombée le 26 février: l'armée éthiopienne a évacué la capitale du Tigré, le cœur historique de l'Abyssinie. Erythréens et Tigréens, désormais alliés ont définitivement coupé la route d'Addis-Abeba au port de Massawa et marchent sur la province voisine du Gondar. Personne n'en parle dans les médias car cette guerre n'a pas de témoin. A l'ère de l'information universelle, il est encore des guerres oubliées ! On n'en a jamais su beaucoup plus de la



chute de Burao et d'Hargeisa l'an dernier et de l'exode des Issaq de l'ancien Somaliland britannique.

Or tous ces événements concernent directement notre présence stratégique à Djibouti dont la population dans sa majorité somali vibre en réalité à l'unisson des autonomistes du nord, tandis que la marginalisation des ports de Massawa et de Berbera font de Djibouti la dernière fenêtre maritime pacifique de la région, Assab ne subsistant que grâce à la proximité de Djibouti, avec la minorité Afar ici comme là. Ceci au moment où les pétroliers sont plus nombreux à être déroutés sur la mer rouge depuis la crise du Golfe, comme de façon générale l'accès à l'Arabie séoudite. Les conflits interarabes se prolongent donc de plus en plus sur la Corne. Erythréens et Tigréens ne se sont-ils pas mis d'accord à

Damas avant leur récente offensive ? Libye, et Egypte - par tradition et par opposition à Tripoli - ne sont pas les dernières à suivre les moindres développements dans la zone.

Et la France, prise au milieu de cet écheveau compliqué ? La seule présence militaire extérieure dans la région, hors les pays de l'Est, est composée des 3.500 Français basés à Djibouti, le même nombre que les forces locales. Cet Etat paradoxal ne survit que grâce à l'aide et à l'administration françaises. Après le Sénégal et la Centrafrique, Djibouti est le troisième bénéficiaire de l'aide publique française par tête d'habitant.

Quelle stratégie ? Répondre aux appels du pied de l'URSS - de concert avec l'Italie, soutien inconditionnel d'Addis-Abeba - pour assumer en quelque sorte la charge de l'héritage ? Pour sauver Mengistu ou pour favoriser une nouvelle donne politique, laquelle ne pourrait se limiter à l'Ethiopie mais s'imposer en même temps en Somalie et au Soudan ?

Nous devons d'abord mesurer les conséquences des diverses hypothèses pour l'avenir de Djibouti. Produit d'un consensus étatique entre Addis-Abeba et Mogadiscio, son statut serait-il préservé par les peuples entre une Erythrée indépendante de facto et un Somaliland issaq jouissant d'une large autonomie ?

Nous devons ensuite recenser les moyens dont nous disposons pour commencer des médiations, proposer la réunion d'une conférence internationale, que sais-je encore... L'aide humanitaire au sud-Soudan ou au nord-Somalie est une chose. Tout utile qu'elle soit, on imagine là-bas qu'elle pourrait être relayée par une action diplomatique. Notre présence nous engage.

Yves LA MARCK

Oedipe à Matignon ou le dauphin m

● **Royaliste:** Pourquoi avez-vous écrit «Oedipe à Matignon ?»

Pierre Servent: L'idée m'en est venue à l'occasion du premier anniversaire de la cohabitation, en mars 1987. Nous cherchions alors au «Monde» comment faire une enquête et j'ai pensé qu'il serait intéressant de rencontrer tous les anciens Premiers ministres de la Vème République - sauf Jacques Chirac qui était alors en fonction. Je les ai tous vus, de Michel Debré à Laurent Fabius (pour Georges Pompidou, j'ai rencontré des collaborateurs, notamment Michel Jobert), pour leur faire raconter leurs années à Matignon et leur demander ce qu'ils pensaient de la cohabitation.

Pour le livre, la méthode a consisté à élargir l'éventail des personnes rencontrées: non seulement les anciens Premiers ministres, mais surtout des collaborateurs, des conseillers techniques, des chefs de cabinets, des secrétaires généraux de l'Elysée... tous ceux qui ont vraiment un regard quotidien sur les relations entre le président de la République et le Premier ministre.

● **Royaliste:** Les témoignages sont-ils concordants ? Peut-on en tirer une leçon générale ?

Pierre Servent: Ce qui m'a beaucoup frappé, c'est la similitude des témoignages dès que l'on abordait les difficultés relationnelles avec le chef de l'Etat, dans le cadre d'une Constitution qui est assez floue et laisse beaucoup de place à l'humain. J'ai été frappé par cette ambiguïté de la relation psychologique et affective avec le chef de l'Etat. Tous me disaient «la confiance est essentielle au bon fonctionnement de ces institutions», et ils ajoutaient tous «à un moment ou à un autre, cela finit par bloquer». On n'avait jamais traité

ces trente ans de Vème République en se plaçant du point de vue de Matignon et en essayant de restituer cette dimension humaine qui me paraît toujours essentielle.

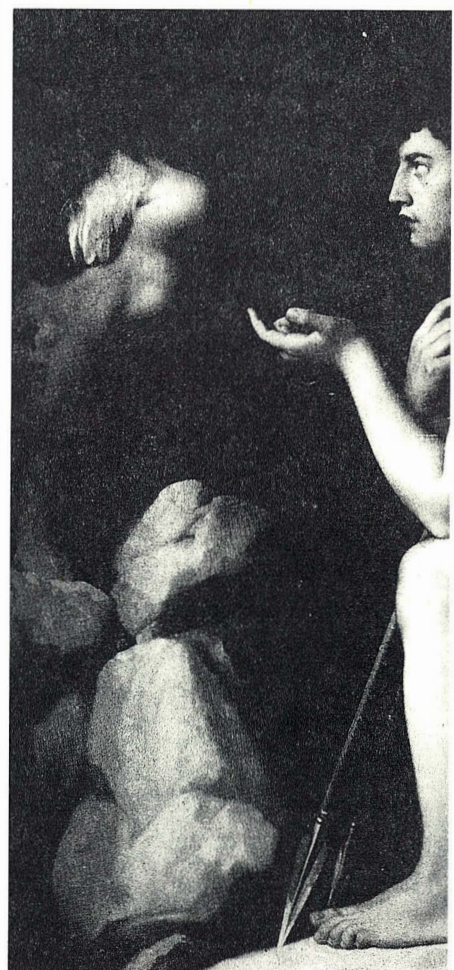
J'ai débouché assez rapidement sur le germe de rivalité qui est inscrit dans les institutions. Georges Pompidou disait qu'elles étaient bâtarde mais que c'était plutôt une qualité. Il reste qu'elles ne tranchent pas entre un régime strictement parlementaire - à la britannique - ou un régime strictement présidentiel - à l'américaine. Nous avons un système ambivalent, avec un président de la République qui est un monarque élu et un Premier ministre qui, bien qu'il existe par la volonté du «Père-Président», dispose lui aussi de pouvoirs très importants. Ces relations entre les deux hommes ne sont pas des relations de «couple», comme on le dit ordinairement, mais une relation inégalitaire de type «père-fils». Quand le Premier ministre oublie cette relation de dépendance, le président de la République la lui rappelle. Tout le problème réside dans le jeu de ces deux pouvoirs, l'un étant dévolu par l'autre.

● **Royaliste:** Quelles sont les conditions nécessaires au bon fonctionnement des institutions actuelles ?

Pierre Servent: Ces institutions très particulières ne fonctionnent que si le Premier ministre accepte de se faire «digérer» par elles. Il est le «carburant» du septennat. Il est là pour durer et surtout, comme disait le général de Gaulle, pour endurer. Au départ, le Premier ministre a un sentiment de gratitude très marqué pour le Président qui l'a nommé. Puis, rapidement, il prend des coups et rencontre des difficultés. A ce stade, il y a deux cas de figure:

- ou c'est un homme politique solide, qui va se révéler au «combat». Dans ce cas il acquiert une certaine stature, commence à faire parler de lui indépendamment du Président, - ou le Premier ministre reste dans l'ombre du Président (M. Couve de Murville ou M. Mesmer).

Sa marge de manœuvre est extrêmement étroite: s'il joue son rôle, il va protéger le Président, mais faire parler de lui, c'est là que la rupture psychologique va s'opérer car, encore une fois, le Premier ministre est là pour «disparaître» et non pour exister. Si on voulait, en théorie, que les institutions fonctionnent sans crise, il faudrait prendre à Matignon des



Pierre Servent appartient actuellement au service politique du «Monde», après avoir collaboré à «La Croix». Le livre qu'il publie aujourd'hui - «Oedipe à Matignon», éclaire d'un jour nouveau les relations entre Président et Premier ministre sous la Vème République. Non seulement le document qu'il nous livre permet de mieux comprendre les hommes qui accèdent au sommet de l'Etat, mais il témoigne de la pratique, sinon de la lettre, des institutions mises en place en 1958.

on algré lui

hommes politiques qui n'ont aucune ambition présidentielle. Mais un homme de talent qui arrive à cette fonction, où il acquiert des compétences et une stature, ne peut que désirer ce qu'il côtoie tous les jours. Et cela bien qu'il n'arrive pas à Matignon avec comme seule idée de tuer le « père-président », même s'il ne veut pas se donner un profil de « Dauphin », même s'il n'a pas dans sa malette le couteau bien aiguisé de Brutus...

Même Jacques Chirac en 1974, qui a très tôt songé à l'Élysée, n'a commencé à y penser qu'après qu'on lui ait fait avaler un nombre considérable de couleuvres. C'est seulement à partir de ce moment que sa fas-

cination pour Valéry Giscard d'Estaing s'est trouvée nettement atténuée et que lui est venu le besoin d'exister par lui-même.

● **Royaliste:** C'est donc au fil du temps que les relations se détériorent ?

Pierre Servent: Oui, mais je crois aussi qu'il y a un malentendu fondamental: consciemment ou non le Premier ministre n'accepte d'endurer tous les coups que parce qu'il va pouvoir se projeter dans l'avenir. Il ne peut accepter d'être un « produit périssable ». C'est assez naturel pour un N°2 de songer à devenir un jour N°1. La pente naturelle est de s'imposer et, parfois, de vouloir « tuer le Père », c'est un peu le complexe d'Oedipe...

Ce que j'ai cru comprendre également en écoutant les uns et les autres, c'est qu'il existe un mécanisme que René Girard a mis en valeur: l'homme se construit par imitation d'un modèle. Or, le Premier ministre est celui des hommes politiques qui voit de plus près le pouvoir du Président: il le voit dans sa grandeur, dans son pouvoir « royal »; mais il le voit aussi dans l'intimité où il peut se rendre compte de ses failles, de ses faiblesses, voire de ses erreurs. Insidieusement, le germe de rivalité naît dans le cœur du Premier ministre. A ce moment, il va faire peur au Président qui va l'écarter. On constate une sorte de respiration naturelle des septennats, avec une alternance, dans un premier temps, de Premier ministre à profil plutôt politique et, dans un second temps, à profil plutôt technicien. Parmi les « politiques »: M. Debré, J. Chaban-Delmas, J. Chirac, P. Mauroy. Ils sont chargés de mettre en œuvre le programme sur lequel le Président a été élu. Puis, lorsque surviennent les désaccords,

celui-ci va choisir un homme dont il espère plus de souplesse. Parmi ces « techniciens » ou intimes du Président: G. Pompidou, S. Couve de Murville, P. Mesmer, R. Barre, L. Fabius.

● **Royaliste:** Les Présidents savent, lorsqu'ils nomment un Premier ministre, qu'ils nomment en même temps un rival potentiel. Comment intègrent-ils cette donnée ? Comment cela s'est-il passé entre F. Mitterrand et M. Rocard ?

Pierre Servent: Les Présidents le savent, mais ne le conçoivent pas parce que le pouvoir suprême place l'homme qui le détient dans une disposition psychologique extrêmement particulière. Quant à la nomination de M. Rocard, on peut dire qu'elle est tout à fait atypique. Il devient Premier ministre alors qu'il a déjà une image de présidentiable. Il a tenté par deux fois de « tuer le père », en 1981 et 1988 en étant candidat à la candidature contre F. Mitterrand. Le processus est donc complètement inversé. Mais, comme il se sont beaucoup battus, ils s'estiment peut-être davantage. Lorsque M. Rocard détenait le portefeuille de l'Agriculture, il s'était très bien entendu avec F. Mitterrand. Il faut se rappeler que le ministre a réussi à faire adopter une loi sur l'enseignement agricole privé, à l'unanimité des deux assemblées. Mitterrand aime bien ce panache et ce type de succès politique. S'il est vrai qu'il n'estimait pas beaucoup M. Rocard, il n'en reste pas moins qu'il aime la politique, ainsi que ceux qui résistent et réussissent en politique. F. Mitterrand a reconnu en l'actuel Premier ministre la capacité à durer. De plus, le Président a fait l'analyse politique très froide dont il est capable, malgré ses sentiments personnels: M. Rocard coïncidait avec le thème de l'ouverture sur lequel F. Mitterrand

s'était battu aux présidentielles. Pourquoi ne pas donner sa chance au talent, s'il arrive à s'affirmer ? Contrairement à ce qui a pu être dit, le Président ne peut se permettre de nommer un Premier ministre sur l'échec duquel il va miser, car il risque d'en pâtir lui-même.

● **Royaliste:** Les différences de génération et de culture ont-elles joué un rôle dans les rapports entre Président et Premier ministre ?

Pierre Servent: L'âge est important: les présidents n'aiment pas avoir des premiers ministres ayant le même âge qu'eux. Le problème s'est posé pour V. Giscard d'Estaing élu à 47 ans en 1974. Il a choisi J. Chirac notamment - et peut-être surtout - parce que celui-ci avait 41 ans: on lui proposait O. Guichard qui présentait beaucoup d'avantages politiques, mais qui était plus âgé que lui ! R. Barre était un peu plus âgé que V. Giscard d'Estaing, mais il était politiquement « neuf » et arrivait dans la deuxième période du septennat.

Sur un autre plan, Pompidou/Chaban-Delmas ou Mitterrand/Rocard présentent des modes de fonctionnement intellectuels très différents. Ceci est au cœur du problème, car la confiance essentielle au bon fonctionnement des institutions nécessite une bonne communication. Si cette dernière n'est pas excellente entre les deux « maisons », s'il n'y a pas une compréhension entre le Président et le Premier ministre, les difficultés sont si nombreuses qu'elles peuvent engendrer des blocages. Il faut que le Premier ministre apprenne à décoder le langage présidentiel.

Telle est la triste histoire du Dauphin malgré lui.

propos recueillis
par Alain SOLARI



Institutions

La nostalgie de l'impuissance

Après tant d'années de stabilité, la France va-t-elle renouer avec le style de la IV^{ème} République et rejoindre ainsi les régimes de l'impuissance déjà nombreux en Europe ?

Telle est la question que pose Maurice Duverger dans son dernier livre (1), en nous mettant en garde contre un retour à une tradition abandonnée depuis trente ans mais dont les méfaits sont encore présents à l'esprit de nos concitoyens et qui est encore l'objet de la nostalgie de certains parlementaires...

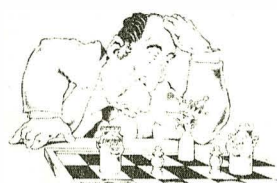
Ces derniers, depuis la réélection de François Mitterrand et la question de « l'ouverture » semblent être animés par la volonté de replonger dans les délices des jeux d'antan. Les Français, eux, savent qu'une telle dérive signifierait le retour à la république des députés et des partis, aux crises ministérielles fréquentes et à la fragilisation de la démocratie.

Ils le savent d'autant plus que les exemples des « régimes d'impuissance » sont légion en Europe. Maurice Duverger analyse remarquablement cette Europe scindée en deux catégories : celle des pays dotés d'un pouvoir de décision (Grande-Bretagne, R.F.A., Grèce, Espagne), et celle de l'impuissance caractérisée par la dépréciation de l'Etat (surtout en Italie), l'incivisme des citoyens et l'impossibilité pour eux de destituer le gouvernement. C'est cette dernière possibilité qui, selon Karl Popper, mesure le degré de démocratie d'un régime.

Malgré le consensus qui entoure nos institutions actuelles, M. Duverger dénonce plusieurs tentations qui, selon lui, les menacent et risquent de nous faire glisser vers le retour de l'impuissance. En premier lieu l'abandon du scrutin majoritaire - il propose même de renforcer son effet en adoptant un

Maurice Duverger

La nostalgie de l'impuissance



système majoritaire à un tour-au profit du scrutin proportionnel. Ce dernier, toujours selon lui, n'est juste qu'en apparence et aboutit en fait à la confiscation du pouvoir par les députés, à la multiplication des partis et transforme les institutions en une démocratie médiatisée où les citoyens assistent passifs aux jeux parlementaires. Sans vouloir relancer le débat sur ce point, rappelons que la N.A.R. ne partage pas du tout cette analyse (2). Par ailleurs, il condamne aussi la tentation du quinquennat - et là nous le rejoignons -, le référendum d'initiative populaire et le gouvernement par le centre qui lui paraissent autant de réformes dangereuses.

Même si certaines de ses analyses sont discutables, ce livre est une utile contribution à la défense des institutions auxquelles nous sommes attachés.

Frédéric PIERRE

(1) Maurice Duverger, *La nostalgie de l'impuissance*, Ed. Albin Michel - Prix franco 95 F.

(2) « Royaliste » 424 et 425. Avril 1985.

1789-1830

La Cour en France

On a beaucoup écrit sur la Cour de Louis XIV, voire de Louis XV. Par contre, on s'était peu intéressé, jusqu'à ce jour, au devenir de cette même Cour dans la tourmente révolutionnaire, puis à sa résurrection sous l'Empire et la Restauration.

«La personnalité du monarque a toujours déterminé le caractère de la Cour». Ainsi, Louis XVI, faute de s'être attaché à elle, n'a pas pu s'en servir pour défendre les intérêts de la Monarchie. «Composée de la noblesse présentée, elle n'avait fait qu'accentuer les divisions au sein de l'élite prérévolutionnaire et rejettera ensuite les partisans de la nouvelle constitution.»

Jusqu'en 1792, les révolutionnaires ont été favorables au maintien de la Cour, avec toutefois le souhait de la voir réformée. Plus nombreuse, plus ouverte, elle aurait assurément apporté au roi d'ardents défenseurs au moment crucial de la crise de l'été 1792.

Philippe Mansel constate la continuité qui existe entre la Cour disparue en 1792 et celle que Bonaparte va créer dans les toutes premières années du XIX^{ème} siècle. De fait on y retrouve la vanité, le désir du faste, l'ambition et l'argent. «A la Cour de Napoléon, presque tout le monde y trouve son compte, depuis les anciens serviteurs de Versailles jusqu'aux membres de l'élite la plus récente». Napoléon renforce l'étiquette, le faste, l'élitisme, et augmente le nombre de courtisans. Mais, à la différence de la Cour d'Ancien Régime, celle de l'empereur des Français devient «le centre du pouvoir, de l'Empire et, pour un temps, de l'Europe». Sa puissance est telle qu'en 1814 et 1815, elle jouera un rôle dans l'histoire de France au même titre que le Sénat et le Corps législatif.

La Restauration va chercher un juste milieu entre les «expériences» précédentes. La réforme de la Maison du roi en 1820, fera la synthèse entre la Cour de Versailles, mondaine et familiale, et celle de l'Empire, distante et autocratique. «Le service est devenu le grand principe de la Cour: l'origine sociale compte moins».

Malgré tout, la Cour sous la Restauration a peu d'influence politique. Ce n'est plus le centre du pouvoir ni une source d'emplois, mais un lien entre la noblesse et l'ordre constitutionnel.

Après 1820, les courtisans sont, dans leur grande majorité, des modérés, qui se satisfont de la Charte et de la dynastie. En 1829 et 1830, ils s'opposent au catastrophique ministère Polignac. Pourtant, ils ne parviendront pas à empêcher la signature des fameuses Ordonnances de 1830...

Et Philippe Mansel de conclure que «la monarchie constitutionnelle, soutenue par une classe dirigeante composée en partie de nobles, aurait pu se maintenir en France, comme en d'autres pays au XIX^{ème} siècle».

Marc DESAUBLIAUX

Philippe Mansel, *La Cour sous la Révolution, l'exil et la Restauration, 1789-1830*, 286 pages, Tallandier.

Vous êtes curieux ?

3615 AGIR * NAR

Jorge Valls mon ennemi, mon frère

Gérard Leclerc



Il y a dix ans, mon dernier entretien téléphonique avec Maurice Clavel. « *Leclerc, toutes affaires cessantes, vous devez lire le livre de Marie Balmay, l'homme aux statues* ». J'ai grande envie aujourd'hui de reprendre le même conseil à mes amis de « Royaliste » : toutes affaires cessantes, vous lisez le livre de Jorge Valls : *Mon ennemi, mon frère*. Si vous voulez vous retrouver face à face avec un homme vrai, dont l'itinéraire et le témoignage excluent tout faux semblant, toute cachoterie, vous vous précipitez sur le livre de Jorge Valls. Vous lirez d'une traite, le souffle coupé, avec le sentiment, vous envahissant de page en page, d'une vérité absolue. Un tel homme, on ne le croise pas dans la rue comme n'importe qui. Si vous le rencontrez un jour, un seul, vous êtes marqués pour la vie.

J'évoque d'autres souvenirs de lecture, qui peuvent se rapporter à celle-ci. Je retrouve La vingtième heure de Virgil Géorgiu. Même expérience indiscible, même rencontre avec l'expérience du siècle, sa déconcertante dureté, son horreur pure, incroyable pour qui a cru un jour à la marche infaillible du progrès et des droits de l'homme. Pour qui a participé, peu ou prou, aux illusions du tiers mondisme, c'est plus cruel encore, impitoyable : « *Le drame que nous étions en train de vivre entre dans le cadre de ceux qu'avait connus le XXème siècle avec deux guerres mondiales et quatre révolutions (Mexique, Russie, Espagne, Chine)* ».

Mais, pour comprendre cette histoire singulière, il faut saisir de l'intérieur l'itinéraire de Valls, dans l'histoire du Cuba de l'après-guerre. Catholique fervent et irréductible, jeune étudiant, il aspire de toutes ses forces à la révolution qui permettra à son pays de se libérer de la sujétion de l'étranger et de la corruption et de la servilité intérieures. Il se trouve donc, figure respectée de l'avant-garde étudiante contre le régime exécré de Batista. Cela lui vaudra l'emprisonnement, la clandestinité, l'exil à deux reprises. Participant intrépide à toutes les entreprises de libération de la dictature, il s'apercevra rapidement, la mort dans l'âme, que le leader de la Révolution, conduit directement son peuple à un nouvel esclavage. Dès le départ, tout est piégé diaboliquement par le lider maximo, qui ne cherche qu'à prendre possession d'une population qu'il veut subjuguer au point d'éteindre tous ses réflexes de liberté.

Une note de l'éditeur permet de comprendre à quel point Valls a compris de quoi il retournait : « *Jorge Valls (dans son récit autobiographique) n'écrit qu'une seule fois en toutes lettres le nom de Fidel Castro, et dans une circonstance clé. Il le désigne tantôt comme le « chef des assaillants de Moncada », tantôt comme le « chef du Mouvement du 26 juillet », puis ultérieurement comme le « Lider maximo ». Si Valls évite systématiquement de le désigner (sauf en une occasion cruciale), par son patronyme, c'est pour rétrospectivement déjouer sa propagande. Elle s'est toujours limitée à faire ressasser « Fidel Castro » (ou « Revolucion ») par les militants et par les foules comme une formule magique et irrationnelle - a priori soustraite à la contradiction* ».

Cette force hypnotique du chef charismatique débouche immédiatement dans l'absurde et dans l'horreur. L'intelligentsia de gauche occidentale y succombe, subjuguée par la fête cubaine. Ceux qui ont compris ce qui se passe et dont l'honneur

consiste à refuser radicalement de prêter, ne serait-ce que le petit doigt à cette entreprise, vont se trouver immédiatement confrontés à l'engrenage irrésistible du totalitarisme. Pour Valls, l'occasion tragique est celle du procès de son ami Marcos Rodriguez, dont la justice aux ordres veut faire un traître, condamné à mort avant même d'avoir pu se défendre. Que lui importe ! Valls sait que Rodriguez est innocent de tout ce qu'on lui impute. Il ira témoigner en sa faveur, bravant la vengeance implacable du grand chef qui ne saurait pardonner une telle audace.

Valls a signé son arrêt d'emprisonnement. Arrestation arbitraire, procès fantôme. Vingt ans d'emprisonnement. L'intéressé n'est même pas averti de la teneur du verdict. Il entre dans l'enfer castriste dont il connaîtra successivement tous les cercles. On ne peut décrire en résumé cette descente dans l'innommable où l'interné est voué à la perte de lui-même, livré au bon plaisir sadique de ses bourreaux. Mais, c'est là, au point ultime de l'insupportable, que jaillit la réplique de la victime dans son sursaut invincible, parce que refusant à jamais la haine où on veut le fixer et l'anéantir.

Dans l'île des pins, la carrière des pierres où le caporal qui a la garde des prisonniers les martyrise, incapable même d'une parole qui lui donnerait figure humaine, se produit l'incident qui déjoue toutes les logiques implacables du ressentiment et de la vengeance : « *Eclairs et coups de tonnerre se succédaient comme dans une danse de démons sous les trombes torrentielles. Le caporal tomba soudain foudroyé. Il gisait à terre, inconscient. Les prisonniers s'approchèrent, l'emportèrent dans leurs bras un peu à l'écart. Ils lui firent des massages cardiaques, pratiquèrent la respiration artificielle, jusqu'à la seconde où le caporal ouvrit les yeux sur ceux qu'il avait tant de fois rossés. Peu de temps après, ayant vraisemblablement demandé sa mutation, ce caporal cessa de travailler avec nous* ».

A l'heure où l'on célèbre le troisième anniversaire de la révolution cubaine et où Gorbatchev rend visite à un Fidel qui ne peut sortir du système implacable, voué à sa propre adoration, un tel témoignage décape. Il nous contraint à braver notre torpeur, pour admettre ce que le mensonge nous a caché obstinément. Mais plus encore, se révèle à nous une force mystérieuse, celle qui a été capable de survivre à tant d'horreurs, sans jamais succomber à la haine. « *En mon âme apaisée, chantait maintenant l'eau limpide du psaume : l'ouragan devint zéphir et les vagues se calmèrent* ».

Le seul secret de Jorge Valls, c'est sa foi invincible au Christ. Les bonnes âmes qui vous expliquent doctement, en ces saisons, pourquoi les religions sont dangereuses, daigneront-elles un instant lire et méditer cet humble témoignage ? Espérons-le. Ils pourront peut-être entrevoir, un espace, au-delà de leur raison raisonnable, où la douce pitié de Dieu triomphe de toutes les absurdités. Jorge Valls est de ces témoins selon Pascal à l'invincible douceur. Remercions les traducteurs Margarita Espane et Philippe Delaroche d'avoir si bien rendu l'authenticité de cette voix irrécusable.

Gérard LECLERC

Jorge Valls, Mon ennemi, mon frère, Cuba 1952-1984, L'Arpenteur.

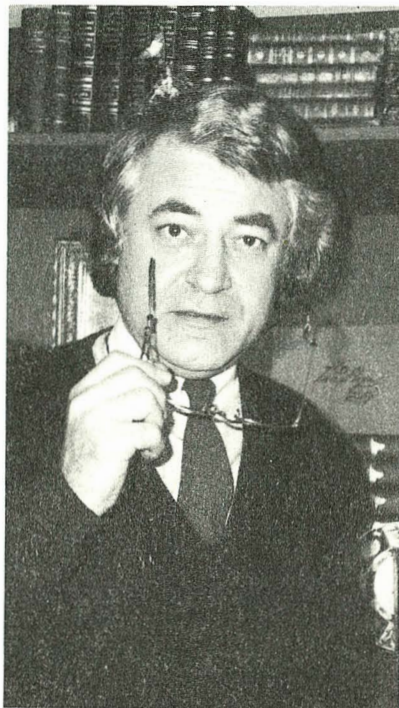
L'avenir d'une fidélité

La tradition gaullienne vaut infiniment mieux que les partis et les hommes qui l'ont accaparée. Un gaulliste authentique en porte témoignage.

Voici vingt ans que le général de Gaulle a quitté le pouvoir, moins sous les coups de ses opposants habituels qu'à la suite de la trahison des siens. Gaulliste de cœur et de raison, Guy Leclerc-Gayrau nous rappelle ce triste anniversaire non par nostalgie mais pour demander des comptes aux héritiers.

Mais lesquels ? Si l'on s'en tient aux héritiers officiels, croix de Lorraine sur bonnet phrygien, le bilan prend l'allure d'un désastre. De Pompidou en Chirac, de la gestion conservatrice à l'ambition brouillonne, le gaullisme a tant dérivé qu'il s'est perdu dans les sables mouvants du néo-libéralisme et de l'esprit réactionnaire. Gaullisme résiduel, pauvre défroque brandie en fin de meeting, simple effet de discours utilisé par n'importe qui pour faire n'importe quoi. Entre gaullisme et chiraquisme, il y a toute la distance qui sépare Londres 1940 d'Ouvéa 1988 - un abîme.

Si le gaullisme des politiciens s'est perdu corps et biens dans les calculs et les compromissions dont Guy Leclerc-Gayrau fait le décompte instructif, il est devenu, plus nettement que du vivant du général de Gaulle, l'héritage et le bien commun de notre pays. Conception de l'Etat, souci de l'unité et de l'indépendance nationales, doctrine de défense, projet diplomatique... sont devenus des principes de notre vie politique, naguère contestés, aujourd'hui indiscutés. Et François Mitterrand s'est à son tour inscrit dans cette continuité, non par infidélité à lui-même, mais parce qu'il n'y a, en France, qu'une seule conception de l'Etat qui tienne, et qu'une seule



manière de mener le « jeu de la France ».

Par delà les vicissitudes politiques et les diversités idéologiques, il y a bien une continuité dynamique, qui, de Charles de Gaulle à François Mitterrand, favorise la synthèse de notre double tradition monarchique et républicaine. Sur ce point, Guy Leclerc-Gayrau reprend son débat avec Bertrand Renouvin - auquel ce livre est dédié - et avec la NAR qu'il connaît et présente bien. La modestie interdit d'en dire plus, mais il est vrai qu'il existe, entre gaullistes et royalistes, des soucis identiques et des exigences communes. En lisant « L'Héritage » (1), chacun pourra en faire le constat.

Yves LANDEVENNE

(1) Editions Albatros, 1989 - Prix franco 110 F.

Un loupé de Senghor

Où, avec gourmandise on attendait les fulgurances du poète, on ne trouve, hélas, qu'un anthropologue ennuyeux doublé de l'agréé de grammaire.

A quoi croit L.S. Senghor ? On le saura certes, non pas à la lecture des 234 pages de son livre, mais grâce aux cinq lignes qui résument sa pensée au dos de la couverture. La déception que l'on trouve à la lecture de ces pages est à la hauteur du plaisir qu'on en attendait : immense. Cet ouvrage érudit ne me semble pas répondre au titre alléchant, il n'apportera rien évidemment au spécialiste des problèmes traités, pas davantage à l'amateur qui aura tôt fait de se perdre dans les résumés successifs de thèses savantes et d'ouvrages non moins ardu à la lecture desquels l'auteur nous renvoie en permanence.

Cela commence par un exposé de paléontologie et c'est ainsi qu'arrivé au tiers du bouquin on aura perdu pied depuis longtemps parmi les Smithfieldens, les Sebiliens, les Sangoens et autres Faures Mi-thiens. On franchira la moitié de l'ouvrage qui nous conduit de la biologie à la culture africaine en jetant un coup d'œil accablé sur divers tableaux statistiques qui font irrésistiblement penser aux joyeuses publications de l'INSEE et, désespéré par une telle science, une telle avalanche de mots savants - ah le splendide « ostéodontokératique » dont on cherche vainement la signification dans le grand Robert ! - on est prêt à jeter l'éponge dès lors qu'il faut distinguer entre les langues agglutinantes, à clips ou flexionnelles et que - est-ce un réconfort de l'apprendre ? - le wolof ne possède pas de sous-mode incitatif correspondant à l'indicatif français ?

Et l'épreuve n'est pas terminée. Dès que l'on aborde la poésie africaine, cela devient franchement exaspérant (puisque on espère toujours...). «...aucun mètre ne peut avoir plus de 3 syllabes, on peut trouver par contre 3 - 2 ou 1 syllabes, ou même le silence, c'est-à-dire 0...» zéro pointé ?

Ce que je crois c'est que ce livre est magistralement loupé, et il en coûte de l'écrire car Senghor c'est une des voix prodigieuses de ce siècle. Cet homme imprégné au plus profond de lui-même d'une immense culture classique qui lui a donné les moyens et les outils nécessaires à la redécouverte de cette autre culture qu'est la négritude, un ex-colonisé qui a eu la grande honnêteté et l'énorme courage politique de mettre l'une au service de l'autre sans rien renier.

Les dernières pages du livre sont belles, celles sur la francophonie, dignes d'être profondément méditées. Cependant, elles ne sauvent pas l'ouvrage. Enfin, mais c'est là une simple opinion, la référence permanente à Teilhard de Chardin en tant que guide obligé pour permettre de parvenir à la civilisation de l'universel, cela peut se discuter et l'on rêve d'un somptueux mercredi de la NAR.

Puisse L.S. Senghor croire que les lignes qui précèdent ne sont en définitive qu'un aspect peut-être étonnant, bizarre, paradoxal d'une profonde admiration.

Michel FONTAURELLE

L.S. Senghor, *Ce que je crois*, Grasset, prix franco : 84 F.

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19h 45 - entrée gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

Mercredi 3 Mai -Ecrivain et polémiste, notre ami **Guy LECLERC-GAYRAU** vient de publier un nouveau livre: «L'héritage» dont nos lecteurs trouveront le compte-rendu ci-contre. Gaulliste de la meilleure tradition, il s'y interroge sur ce qu'il reste de l'héritage du Général près de vingt ans après sa disparition. Pour lui, c'est aujourd'hui François Mitterrand qui en a retenu l'essentiel... Nous en débattons avec lui.

Mercredi 10 Mai -Fermement attachés à la démocratie, il nous arrive souvent de critiquer l'attitude des gouvernants en France ou ailleurs en les accusant de ne pas la respecter. Et si cette critique manquait son but et devait être adressée en premier lieu aux citoyens eux-mêmes ? Le peuple possède-t-il lui-même le sens de la démocratie ? C'est cette interrogation que formule **Guy HERMET** dans son ouvrage «Le peuple contre la démocratie» qu'il viendra nous présenter. **Guy Hermet** est directeur de recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques et enseigne à l'Université.

COMTE DE CLERMONT

Le comte de Clermont, fils aîné du comte de Paris, publie une lettre d'information bimestrielle. Au sommaire du dernier numéro de cette lettre (numéro 6): un éditorial où le Prince aborde le problème du travail et du chômage.

Nous ne saurions trop inciter nos lecteurs à s'abonner à cette publication qui n'est diffusée que sur abonnement. Prix de l'abonnement pour six numéros 50 F (soutien 150 F - bienfaiteur 500 F). Les abonnements et le règlement correspondant doivent être adressés à l'ordre du CERFC, 38 rue Boileau, 75016 Paris.

A votre bon cœur !

Cela fait bien longtemps que, dans les colonnes de notre journal, nous ne vous avons pas parlé d'argent ... Cette discrétion ne veut pourtant pas dire que nos besoins n'existent pas !

Nos amis les plus fidèles le savent bien: notre budget ne serait jamais équilibré sans l'aide financière régulière qu'ils nous apportent. Nous avons toujours quelques scrupules cependant à tendre la main sachant combien vous êtes sollicités de toute part et connaissant les difficultés personnelles de nombreux d'entre vous. Et pourtant votre aide nous est indispensable !

Si nous avons aujourd'hui décidé de lancer une nouvelle souscription c'est, qu'en dépit d'une gestion rigoureuse et prudente, nos charges ne cessent d'augmenter sans que nos rentrées ne suivent le même chemin. Une première estima-

tion de nos besoins les plus pressants fixe le montant de notre déficit à 50.000 F.

Cette somme peut être rapidement réunie si chacun d'entre vous accepte de contribuer à l'effort collectif. Il serait vraiment dommage que nous soyons freinés dans notre propagande par des problèmes financiers...

Nous publions ci-contre une première liste des amis qui, ces dernières semaines, nous ont spontanément envoyé leur obole. Nous publierons dans nos prochains numéros la liste de ceux qui auront répondu à notre appel. A tous nous disons déjà un grand merci.

Yvan AUMONT

ALLIANCE ROYALE

L'association des Amis de la Maison de France publie tous les deux mois un bulletin «Alliance Royale» (dernier numéro paru: numéro 20, Février 1989). Cette association s'est donné pour but de réunir tous ceux qui désirent témoigner de leur affection à la famille de France, et faire connaître et promouvoir la pensée du comte de Paris. Nous incitons nos lecteurs à y adhérer et à y faire adhérer leurs amis. Adhésion annuelle: 100 F à adresser aux «Amis de la Maison de France» - B.P. 314 - 75365 Paris cedex 08.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription «Royaliste». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

NOUVELLES AFFICHES

Un nouveau modèle d'affiche est disponible. De format 31x46 cm, imprimées en noir sur fond jaune, elles reproduisent le titre de notre journal accompagné du slogan: «Avec le comte de Paris, couronner la démocratie».

Tarif (prix franco): 80 ex.: 26 F - 150 ex.: 42 F - 250 ex.: 61 F - 400 ex.: 90 F.

AUTOCOLLANTS

Moyen de propagande efficace et facile d'utilisation, nos autocollants publicitaires existent en quatre modèles: deux pour le journal et deux pour notre service minitel.

De format 5x10 cm, imprimés en noir sur fond jaune, quatre slogans possibles: «Royaliste» dans les kiosques tous les quinze jours, «Royaliste» libre et démocrate, «Nouvelle Action Royaliste» questionnez on vous répond, «Nouvelle Action Royaliste» pour en savoir plus.

Tarif franco: 50 ex.: 20 F - 100 ex.: 34 F - 200 ex.: 53 F - 300 ex.: 76 F - 500 ex.: 106 F. Possibilité de panacher les différents modèles.

Première liste de souscripteurs

Mme Auboyneau: 200 F - Christian Barnet: 50 F - Jean Barraud: 100 F - Jacques Beaume: 1200 F - Dominique Bernard: 25 F - Georges Bleuse: 50 F - Anonyme Vauclose: 100 F - Hugues Bouchu: 50 F - Anonyme Paris: 1000 F - Emile Chevrier: 135 F - Amadeu Ciscar Penella: 213 F - Philippe Clavel: 120 F - Bernard Deladrière: 147 F - Diot: 30 F - Cl.-André Fougeyrollas: 50 F - Yves Gillet: 300 F - Georges Gouby: 50 F - Bernard Kammerlocher: 25 F - Mlle Lacour: 100 F - J.-Pierre Lamy: 100 F - Anonyme Corrèze: 100 F - Guy Leclerc-Gayraud: 200 F - Mme Alice Kuhn-Lévy: 200 F - Anonyme Alsace: 100 F - J.-Ph. Minet: 150 F - Michel Paris: 150 F - Alain Péan: 50 F - Anonyme Haute-Saône: 200 F - Jean Pidancet: 50 F - B.-Noël Piris: 50 F - Lucien Ratheau: 50 F - Roger de Roquancourt: 50 F - Anonyme Bruxelles: 300 F - Alexandre Yakimansky: 25 F.
Total de cette liste: 5820 F

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom:

Prénom:

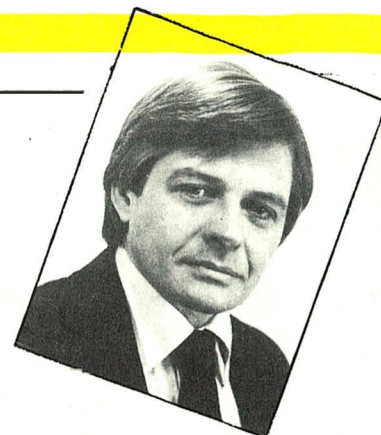
Date de naissance:

Profession:

Adresse:

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

«Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris



Questions sur l'écologisme

Nous sommes tous des écologistes puisque nous avons toujours habité (1) le monde en prenant soin de nos maisons et de nos villes, de nos paysages et de nos jardins - ce qui n'est pas allé sans aménagements, exploitation et parfois destruction du milieu naturel ainsi humanisé.

A cette écologie première, œuvre constante et méditée des architectes et des paysans, a succédé une inquiétude collective quant aux ravages du système industriel et quant aux dangers de la technique moderne. Là encore, nous sommes tous des écologistes, par delà toutes les distinctions sociales, partisans et nationales, parce que nous sentons que la relation entre l'homme et la nature risque d'être perdue.

Notre inquiétude a crû depuis un quart de siècle. Aux cris d'alarme des scientifiques, a répondu un vaste mouvement d'opinion qui a pris des formes politiques. Rien d'étonnant à cela: l'écologie a toujours été une politique et il était nécessaire que des groupes de pression rappellent aux Etats trop obsédés de puissance industrielle qu'ils devaient veiller à ce que le monde ne devienne pas inhabitable.

La valeur de cette revendication a été reconnue, et l'écologie est devenue un enjeu de l'action des gouvernements et de la coopération internationale, comme on l'a vu lors de la récente conférence de La Haye. Il y a là un incontestable succès, dû aux campagnes menées depuis une vingtaine d'années: même si les acquis demeurent fragiles, même si des catastrophes continuent de se produire, il est certain que le souci écologique est désormais communément partagé.

REGRESSION

Ce bref rappel d'une grande question n'est pas inutile au moment où se constitue dans notre pays un parti écologiste. Celui-ci attire d'autant plus la sympathie qu'il paraît doublement pur: pureté de la cause - celle de la nature à protéger, celle de la vie à défendre - et pureté de l'attitude politique puisque l'écologisme affirme qu'il n'est ni de droite ni de gauche.

Issu d'une angoisse fondée, porté par un sentiment d'urgence face à de spectaculaires pollutions, ce tiers parti semble mener le bon combat au nom d'une saine doctrine qui dessinerait des perspectives infiniment plus ambitieuses que celles des partis classiques.

Pourtant, la création d'un parti «Vert» me paraît être une régression, aggravée d'une ambiguïté majeure.

La régression est nette en effet par rapport à ce que je viens de rappeler: le souci communément partagé, la politique mise en œuvre dans notre pays, la coopération internationale qui s'amorce. Car l'organisation qui se met en place est ou sera entraînée, selon sa logique interne, à s'approprier la question écologique, à en faire sa vérité, à vouloir en détenir le monopole. En inscrivant l'écologie dans une stratégie partisane, en lui assignant des frontières politiques, l'écologisme partisan empêchera la circulation de l'idée, sa diffusion dans toutes les sphères publiques, limitera les réactions spontanées, prétendra juger selon ses critères et bientôt selon ses intérêts électoraux de la valeur de toutes les initiatives. Là est le premier danger: qui ne sera pas du parti écologiste sera réputé ne pas être écologiste ou sera dénoncé comme adversaire de la cause.

QUELLE POLITIQUE ?

Acette régression s'ajoute l'ambiguïté qui caractérise actuellement le parti des «Verts»: un parti est fait pour participer au pouvoir, et cette participation implique l'expression d'un projet politique d'ensemble. D'où, pour l'écologisme partisan, le choix entre deux attitudes:

- ou bien les «Verts» se veulent défenseurs de la cause écologique et d'elle seulement, mais en ce cas ils demeurent un groupe de pression incapable d'exercer des responsabilités politiques générales, c'est-à-dire de répondre et de s'engager sur la diplomatie, la défense nationale, les institutions, l'immigration, la fiscalité, etc.
- ou bien l'écologisme se constitue effectivement en parti, et doit dire pourquoi et comment il se prononcera sur l'ensemble des questions qui seront

évoquées à l'Assemblée de Strasbourg ou, plus tard, au Palais-Bourbon.

Mais cette seconde solution expose l'écologisme à de sérieuses difficultés. Pour que les choix des «Verts» soient rigoureux, il faudrait qu'ils puissent déduire de leur engagement premier une doctrine politique précise. Or la possibilité de cette déduction n'est pas démontrée, et le parti «Vert» risque de verser dans l'opportunisme. Mais s'ils parviennent à adopter une ligne cohérente, les gentils défenseurs de l'environnement auront tôt fait de perdre la virginité politique dont ils se targuent. Tel est le cas des «Verts» allemands, qui ont nettement pris position sur les questions de défense et de diplomatie («plutôt rouges que morts») et dont l'attitude n'est pas exempte de nationalisme (2).

Se pose dès lors une question très concrète: parce qu'ils cultivent l'internationalisme écologiste, Antoine Waechter et ses amis, lorsqu'ils seront élus à Strasbourg, s'aligneront-ils sur la politique de leurs homologues allemands, prendront-ils des positions politiques conformes aux intérêts de leur pays, ou se contenteront-ils de voter lors des débats sur l'environnement ? Il faut, avant les élections européennes, que le parti «Vert» annonce clairement ses intentions stratégiques et ses choix politiques, tout particulièrement dans le domaine de la dissuasion nucléaire, au lieu de garder un silence profitable en termes de suffrages mais inquiétant sur le fond.

Conserver une élémentaire prudence à l'égard des «Verts», souligner l'ambiguïté du parti qu'ils entendent constituer, rappeler que le thème de la «nature» peut être exploité de manière douteuse ou franchement détestable, ne signifie pas qu'il faille se détourner des associations de défense de l'environnement, et nier la nécessité de l'action gouvernementale. Au contraire: c'est parce que l'écologie doit être le souci commun des citoyens et de l'Etat qu'elle ne doit pas être confisquée et détournée par ceux qui en feraient profession.

Bertrand RENOUVIN

(1) Eco-logie: du grec OIKOS (habitation)

(2) cf. Brigitte Sauzay, Le Vertige allemand.